

Avis sur le schéma régional des jeunesses

Session juin 2011

La CGT a participé aux travaux du schéma régional des jeunesses qui se sont déroulés en même temps que des négociations nationales interprofessionnelles sur « jeunes et emplois ». Les questions sur la jeunesse pourraient être au cœur de la campagne présidentielle. La commission européenne a lancé un programme particulier pour les jeunes. Autant dire que cette question intéresse nombre d'acteurs politiques, économiques et sociaux. Mais avalanches de concertations et de décisions ne font pas forcément une politique.

La CGT partage les interrogations du CESER sur la gouvernance et des liens du conseil régional avec d'autres acteurs sur leur visions de l'action en direction des jeunes.

La CGT partage le constat qu'il n'existe pas une jeunesse mais des jeunesses. Comme elle partage les éléments de contexte de la première partie du document sur les conditions de vie, de formation, d'accès à l'emploi...

Pour la CGT, nos interventions et réflexions portées dans les ateliers visent à apporter des réponses aux attentes des jeunes, de leur donner des moyens pour qu'ils se construisent, vivent le présent et se projettent dans l'avenir. Il ne s'agit pas décider pour eux et à leur place. Les attentes des 15-30 ans d'aujourd'hui sont bien différentes de celles de leurs parents ou grands-parents qu'on retrouve souvent dans les institutions, partis politiques, associations, organisations syndicales pour parler des préoccupations et des attentes des jeunes.

Attention donc à ne pas penser et décider à leur place.

L'élaboration du SRJ a permis une concertation dans laquelle les jeunes ont pu participer. Le schéma est un document d'orientation stratégique général qui va être complété par des fiches-actions permettant mise en œuvre et évaluation de ces orientations. La CGT sera vigilante pour que les jeunes soient associés au pilotage et à l'animation du schéma dans le cadre de la conférence des acteurs de la jeunesse. La CGT partage les interrogations pointées dans l'avis du CESER sur le financement du schéma.

Nous pointerons pour notre part 2 préoccupations :

Pour la CGT le lien éducation/formation et emploi est fondamental. La première condition pour l'emploi des jeunes se situe au niveau de leur formation initiale de base, large ouverte et transversale. Il incombe à l'Etat d'assurer aux élèves et aux étudiants une formation à la fois en adéquation avec leur projet mais aussi leur permettant des débouchés, une insertion sur le marché du travail et une intégration sociale. Or force est de constater que l'Etat réduit de façon drastique les moyens de l'Education nationale.

Pour la CGT, il n'y aura pas d'amélioration conséquente de vie des jeunes (logement, santé, transport, culture, loisirs...) sans véritable politique d'emplois à la fois pour les jeunes (mais aussi pour les parents qui ont la charge d'accompagner leurs enfants dès leur naissance jusqu'à leur entrée dans la vie active). L'entrée des jeunes dans l'emploi doit être un tremplin pour la construction de leur parcours de vie et professionnel et non une trappe peuplée de pauvreté, de précarité et d'impossibilités à être indépendants face aux impératifs de la vie. C'est un véritable défi. Pour que les jeunes accèdent à l'emploi, il faut créer des emplois. Pas les emplois aidés, précaires. Mais des emplois pérennes, qualifiés. Quels engagements des employeurs de la région dans le cadre de ce schéma pour faciliter l'entrée des jeunes dans le monde du travail sur des emplois durables ?

Ces observations étant faites, la CGT votera l'avis du CESER.